

Marie-Christine Steckel-Assouère

**Maître de conférences hors classe en droit public
habilitée à diriger des recherches - Université de Limoges
(OMIJ - UR 14476)**

Courriel : marie-christine.assouere@orange.fr

Site : <http://www.mariechristinesteckelassouere.sitew.fr/>



I - Titres universitaires et distinctions :

- 2019-2023 : Prime d'encadrement doctoral et de recherche attribuée par l'Université de Limoges.
- 2018 : Avancement de grade à la hors classe attribué par le Conseil national des universités (quota national de la Section 02 Droit public).
- 2015-2019 : Prime d'encadrement doctoral et de recherche attribuée par le CNU (avis A)
- 9/11/2009 : Habilitation à diriger des recherches en droit public – Université Limoges.
- 09/2002 : Nomination en qualité de Maître de conférences – Université Limoges.
- 02/2002 : Qualification par le Conseil national des universités (Section 02 – Droit public).
- 9/11/2001 : Doctorat en droit public, *Le Conseil constitutionnel et l'alternance*, Mention très honorable avec les félicitations du jury, autorisation de publication en l'état et proposition pour un prix de thèse, Université Toulouse I Capitole.
- 1996 : DEA de droit public fondamental (Mention AB) - Université Toulouse I Capitole.
- 1993, 1994 et 1995 : Lauréate Concours général - Université Toulouse I Capitole.
- 1992-1995 : Maîtrise (Mention AB), Licence (Mention Bien) et DEUG AES (Mention AB) - Université Toulouse I Capitole.

II - Liste des publications :

- 3 ouvrages scientifiques individuels :

1. *Les finances publiques en schémas*, 2nde édition, Ellipses, 12 mars 2023, 135 p.
2. *L'essentiel des finances publiques communautaires, Regards croisés sur les finances communautaires et françaises*, 2^e édition, Gualino, Les Carrés, 2007, 151 p.
3. *Le Conseil constitutionnel et l'alternance*, LGDJ, collection Bibliothèque constitutionnelle et de science politique, Tome 106, 2002, 398 p. (Version publiée de la thèse de doctorat en droit public).

- 3 directions d'ouvrages scientifiques collectifs :

4. *La résurrection des villes face à la Covid-19 : les opportunités de la revitalisation et la régénération urbaines*, préface de Romain Pasquier, L'Harmattan, 2021, 265 p. (Publié en coréen en 2023)
5. *Recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles*, Actes du colloque de Limoges, préface de Jean-Marie Pontier, L'Harmattan, 2016, 310 p.
6. *Regards croisés sur les mutations de l'intercommunalité*, Actes du colloque international de Lorraine, préface de Gérard Marcou, L'Harmattan, coll. GRALE-CNRS, 2014, 487 p.

- 24 contributions à des ouvrages scientifiques collectifs et des mélanges :

7. « Le mythe des contrôles financiers exercés a posteriori sur les actes des collectivités territoriales depuis la loi du 2 mars 1982 », in KADA (N.), *Dossier thématique les 40 ans de la loi du 2 mars 1982 du Droit et gestion des collectivités territoriales (DGCT)*, 2022, p.153-159.
8. Avec MULLER-QUOY (I.), « Un pouvoir accru de représentation et de décision des femmes élues dans les collectivités territoriales et les intercommunalités », in FAURE (B.), LE ROUX (M.), LONG (M.), *Les collectivités territoriales et les femmes*, Berger-Levrault, (colloque du 12 mars 2021), mai 2022, p.83-97.
9. « La décentralisation financière dans les 40^e rugissants », in TOUZEIL-DIVINA (M.),

CROUZATIER-DURAND (F.), *40 regards sur 40 ans de décentralisation(s)*, éditions l'Épilogue, mars 2022, p.205-212.

10. « La transformation des faiblesses en forces », in STECKEL-ASSOUÈRE (M.-Ch.), (dir.), *La résurrection des villes face à la Covid-19 : les opportunités de la revitalisation et la régénération urbaines*, préface de Romain Pasquier, L'Harmattan, mars 2021, p. 25-34.
11. « La revitalisation urbaine face à la Covid-19 : reflets de l'organisation territoriale de la France », in STECKEL-ASSOUÈRE (M.-Ch.), (dir.), *La résurrection des villes face à la Covid-19 : les opportunités de la revitalisation et la régénération urbaines*, préface de Romain Pasquier, L'Harmattan, mars 2021, p. 125-137.
12. « Les nouvelles stratégies financières des régions », in CHICOT (P.-Y.), *La nouvelle régionalisation : méthodologie (s) et vision (s) prospective (s) de régions stratégiques*, L'Harmattan, 2020, p. 71-88.
13. « L'adaptation des règles budgétaires, fiscales et financières des collectivités territoriales pendant l'état d'urgence sanitaire », in PAULIAT (H.), NADAUD (S.), (dir.), *La crise de la Covid-19. Comment maintenir l'action publique ?* LexisNexis, 2020, p. 159-172.
14. « Les enjeux des réformes territoriales pour les bibliothèques de lecture publique », in PICARD (David-Georges), (dir.), *Les bibliothèques dans les mutations territoriales*, Éditions du Cercle de la librairie, 2019, pp. 27-42.
15. « Enjeux et impacts des finances locales sur la pertinence du partage de la compétence tourisme », in SPINDLER (J.), FABRY (N.), (dir.), *Le tourisme : un domaine de compétence partagé*, L'Harmattan, 2018, pp. 57-76.
16. « L'apport doctrinal du professeur Marcou au droit comparé des collectivités territoriales en Europe », in PERROUD (T.), (dir.), *Mélanges en l'honneur du professeur Gérard Marcou*, Institut de recherche juridique de la Sorbonne, décembre 2017, pp. 403-413.
17. Rédaction de deux notices : « budget » et « contrôle de gestion », in KADA (N.), PASQUIER (R.), COURTECUISSÉ (C.), AUBELLE (V.), (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de la décentralisation*, Éditions Berger-Levrault, 2017, pp. 115-119 et pp. 310-312.
18. « Les interactions entre la recomposition territoriale et l'adaptation des finances locales », in STECKEL-ASSOUÈRE (M.-Ch.), (dir.), *Recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles*, L'Harmattan, 2016, pp. 77-97.
19. « Les relations de cohabitation consensuelle et conflictuelle entre les nouvelles grandes régions et les communautés d'agglomération », in NEMERY (J.-C.), (dir.), *Quelle organisation pour les grandes régions en France et en Europe ?* L'Harmattan, coll. GRALE-CNRS, 2015, pp.171-177.
20. « Le tabou de l'autonomie financière locale : Le consensus autour d'un abus de langage », in KADA (N.), (dir.), *Les tabous de la décentralisation*, Éditions Berger-Levrault, 2015, pp. 327-343.
21. « Le Conseil constitutionnel aux prises des dernières alternances présidentielles et législatives », in BIOY (X.), CABANIS (A.), (dir.), *Le pouvoir, mythes et réalité, Mélanges en hommage à Henry Roussillon*, Tome II, Presses de l'Université Toulouse I Capitole, 2014, pp. 1115-1125.
22. « *Quid* de la construction d'un modèle d'intercommunalité intégrée sous pressions financières ? », in STECKEL-ASSOUÈRE (M.-Ch.), (dir.), *Regards croisés sur les mutations de l'intercommunalité*, L'Harmattan, coll. GRALE-CNRS, 2014, pp. 97-114.
23. Rédaction de douze notices : « Audit, efficacité, efficience, gestion des ressources humaines, management, modernisation, modernisation de l'action publique, performance, pilotage, qualité, rentabilité et révision générale des politiques publiques », in KADA (N.), MATHIEU (M.), (dir.), *Dictionnaire d'administration publique*, Presses universitaires de Grenoble, coll. CERDHAP, 2014, pp. 41-42, 182-185, 244-245, 309-310, 328-330, 372-373, 376-377, 407-408, 431-432 et 442-443.
24. « L'histoire des chambres régionales des comptes de 1982 à 2012 : Chronique de contrôleurs contrôlés », in CARLES (J.), GUIGNARD (D.), REGOURD (S.), (dir.), *La décentralisation 30 ans après*, LGDJ, coll. Travaux de l'Institut fédératif de recherche en droit, 2013, pp. 117-129.
25. « Le bloc communal : pivot fragile de la démocratie de proximité et de l'autonomie financière », in CHICOT (P.-Y.), (dir.), *Décentralisation de proximité : la territorialisation de l'action*, Dalloz, « Thèmes et commentaires », 2013, pp. 111-130.
26. « L'adaptation des règles budgétaires et financières de l'Union européenne : D'une flexibilité incertaine des principes à une certaine responsabilité des acteurs », in BLANQUET (M.), DUSSART (V.), DE GROVE VALDEYRON (N.), (dir.), *Mélanges en l'honneur du professeur Joël Molinier*, LGDJ, 2012, pp. 633-645.

27. « L'autonomie financière locale altérée », in REGOURD (S.), CARLES (J), GUIGNARD (D.), (dir.), *Réformes et mutations des collectivités territoriales*, L'Harmattan, coll. GRALE, 2012, pp. 187-205.
28. « L'État et la réforme financière des collectivités territoriales : l'autonomie financière dans tous ses états », in KADA (N.), (dir.), *De la réforme territoriale à la réforme de l'État*, Presses Universitaires de Grenoble, 2011, pp. 51-61.
29. « Le développement du contrôle interne de gestion et de la démarche locale de performance rend-il inutiles certains contrôles de l'État ? » avec David CARASSUS, in HASTINGS-MARCHADIER (A.), (dir.), *La performance des contrôles de l'État sur les collectivités locales*, LGDJ, coll. Décentralisation et Développement local, 2011, pp. 235-249.
30. « L'euthanasie en Europe », in REDH, *Technique et droits humains*, Montchrestien, coll. Grands colloques, 2011, pp. 189-199.

- 16 articles publiés par des revues scientifiques reconnues :

31. L'autonomie financière locale traverse les 40^{es} rugissants », *Pouvoirs locaux*, n°121, novembre 2022, p.88-96.
32. « Le retour de l'état départemental ? », *Actualité juridique – Collectivités territoriales*, mai 2022, p.248-252.
33. « Perspectives positives de la différenciation territoriale à droit constitutionnel constant », *Revue politique et parlementaire*, n°1093, 2019, pp. 178-192.
34. « Des transpositions déséquilibrées entre le droit des finances publiques des États membres et celui de l'Union européenne », *Revue de l'Union européenne*, n°622, 2018, pp. 628-633.
35. « La concrétisation de la transparence et la responsabilité financières par la loi NOTRe du 7 août 2015 »*, *Revue générale des collectivités territoriales*, n° 58, 2016, pp. 18-23.
36. « Le nouveau contexte budgétaire et financier des collectivités territoriales », *Les Cahiers français*, n°391, 2016, pp. 38-42.
37. « Le partage des compétences financières entre l'État et les collectivités territoriales dans les constitutions des pays membres de l'Union européenne », *Revue française de finances publiques*, 2013, n° 121, pp.63-82.
38. « La réorganisation territoriale par la recentralisation financière », *Politeia*, n° 22, 2012, p. 57-67.
39. « Mythes et réalités de la solidarité financière entre CT », *Revue Lamy des collectivités territoriales*, n° 85, 2012, pp. 57-58.
40. « La reconnaissance ambivalente de la laïcité par l'Union européenne », *L'Actualité juridique : droit administratif*, n° 34, 2012, pp. 1890-1897.
41. « Jeu et enjeux du financement des politiques publiques culturelles dans l'Union européenne », *Revue française de finances publiques*, n° 114, 2011, pp. 175-188.
42. « Un pouvoir fiscal local en trompe-l'œil », *Revue française de droit constitutionnel*, 2005, n° 61, pp. 19-33.
43. « Le pouvoir fiscal local, objet nouveau du droit constitutionnel », *L'Actualité juridique : droit administratif*, 2004, n° 42, pp. 2316-2322.
44. « Réflexions autour de la notion de controverse constitutionnelle », *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, 2004, n° 2, pp. 415-440.
45. « Plaidoyer pour une dépenalisation des fautes non intentionnelles des élus locaux », *Revue de la recherche juridique, Droit prospectif*, 2002, n° 1, pp. 427-447.
46. « L'interdiction du cumul des mandats », *La Revue administrative*, 2000, n° 913, pp. 76-89.

- 1 fascicule :

47. « La taxe d'habitation », *Collectivités locales, Encyclopédie juridique Dalloz*, 2017, 3^e édition, n° 7830, pp. 1-39 (1^{re} édition publiée en 2006 et 2^{ème} édition publiée en 2012).

- 1 rubrique annuelle à titre de seule auteure pour la chronique d'une revue scientifique reconnue :

48. Rubrique « Finances et fiscalité », in BLANC (D.), (dir.), Chronique annuelle de « Politiques publiques internes de l'Union », *Revue du droit de l'Union européenne*, 2020/2-3, pp. 62-74.

49. Rubrique « Finances et fiscalité », in BLANC (D.), (dir.), Chronique annuelle de « Politiques publiques internes de l'Union », *Revue du droit de l'Union européenne*, 2019/1, pp. 129-146.

- 10 articles publiés par des revues universitaires ou professionnelles :

50. « Les enjeux de la réforme de la dotation globale de fonctionnement pour les intercommunalités XXL », *Bulletin Juridique – Collectivités Locales*, n°7-8, juillet-août 2017, pp. 518-522.
51. « Les bénéfices de la pragmatique révision de la valeur locative des locaux à usage commercial ou professionnel », *Gestion et Finances publiques*, 2014, n°11-12, pp. 67-72.
52. « Les EPCI, fossoyeurs des communes ? », *Bulletin Juridique – Collectivités Locales*, n° 10/2013, pp. 651-654.
53. « La réforme du règlement financier du budget européen », *Gestion et Finances publiques*, n°11, 2013, pp. 32-35.
54. « Les enjeux financiers de l'intercommunalité », *Revue Geodoc*, n°59, 2014, pp. 69-74.
55. « La QPC en droit fiscal : Quête perpétuelle des contribuables pour renforcer leurs droits et garanties », *Gestion et Finances publiques*, 2011, pp. 844-846.
56. « Le paradoxe de la réforme du cumul des mandats ou des fonctions », *Annales de l'université Toulouse I Capitole*, 2010-2011, pp. 51-74.
57. « Les nouvelles relations financières entre l'État et les collectivités territoriales françaises au prisme de la jurisprudence constitutionnelle », *Gestion et Finances publiques*, 2010, n°10, pp. 719-722.
58. « Le paradoxe du modèle nordique de performance publique : La construction d'un modèle en déconstruction » avec Christophe FAVOREU, *Gestion et Finances publiques*, 2010, n°7, pp. 517-520.
59. « La performance publique en France : Un jeu d'influences croisées entre le national et le local », *Gestion et Finances publiques*, 2010, n°6, pp. 420-423.

- 33 communications dans des colloques ou congrès dont 21 publiées :

- 1 communication dans un colloque international organisé en Belgique :

60. « La régulation budgétaire dans les pays membres de l'UE 27 », *Colloque international sur le pilotage macro-budgétaire des finances locales*, Bruxelles, Belgique, 25 juin 2008.

- 5 communications dans des colloques internationaux organisés en France :

61. « Quid de la construction d'un modèle d'intercommunalité intégrée sous pressions financières ? », *Colloque GRALE-CNRS, AdCF (Assemblée des Communautés de France), IRENEE (Institut de Recherches sur l'Évolution de la Nation et de l'État) intitulé « Regards croisés sur les mutations de l'intercommunalité »*, Université de Lorraine, Nancy, 30-31 mai 2013.
62. « Le partage des compétences financières entre l'État et les collectivités territoriales dans les constitutions des pays membres de l'Union européenne », *Colloque FONDAFIP (Association pour la Fondation internationale de Finances Publiques) et AFIGESE (Association Finances Gestion Évaluation des collectivités territoriales) sur l'autonomie financière des collectivités locales en Europe*, Paris, 27 juin 2012.
63. « Mythes et réalités de la solidarité financière », *Colloque DCS (Droit et Changement Social) et CENS (Centre Nantais de Sociologie) sur les variables de l'intercommunalité Coopération, rationalité, solidarité*, Université de Nantes, 8 juin 2012.
64. « L'autonomie financière locale altérée », *Colloque IDETCOM (Institut du Droit de l'Espace, des Territoires et de la Communication) sur les réformes et les mutations des collectivités territoriales et de l'action locale*, Université Toulouse I Capitole, 21-22 octobre 2010.
65. « Jeu et enjeux du financement des politiques publiques culturelles dans l'Union européenne », *Colloque EUROPA (Entretiens universitaires réguliers sur l'Administration en Europe) sur la culture et politiques publiques culturelles en Europe : Quelles valeurs à préserver en temps de crise ?* Université de Limoges, 20 novembre 2009.

- 26 communications dans des colloques nationaux organisés en France :

66. « L'autonomie financière locale dans les 40^{èmes} rugissants », Colloque sur les alliances territoriales : quelle efficacité pour la qualité et la proximité de nos services publics ?, Juillan, 16-17 février 2023.
67. « La situation des finances locales », Les journées de l'actualité de l'action publique locale, Université de Nice, 2 juin 2022
68. Avec MULLER-QUOY (I.), « Un pouvoir accru de représentation et de décision des femmes élues dans les collectivités territoriales et les intercommunalités », Colloque sur les femmes et les collectivités territoriales, Faculté de droit de Nantes et d'Angers, 11-12 septembre 2021.
69. « Réformes et mutations territoriales : repères chronologiques et problématiques juridiques », *Journée d'études sur les leçons de la décentralisation : Territoires et dynamiques organisationnelles*, Sciences Po Rennes, 19 mai 2021.
70. « Bilan et perspectives en demi-teinte pour les intercommunalités XXL au prisme de la loi NOTré », Webinaire sur l'intercommunalité organisé par la Cour des comptes, 12 février 2021.
71. « Les nouvelles stratégies financières des régions », *Colloque sur la nouvelle régionalisation : méthodologie (s) et vision (s) prospective (s) de régions stratégiques*, Université des Antilles, Pointe-à-Pitre, 4-5 octobre 2017.
72. « Les enjeux de la réforme de la dotation globale de fonctionnement pour les intercommunalités XXL », Colloque Université d'Angers/GRALE-CNRS/AdCF/INET/CNFPT, sur « Quelle gouvernance pour les intercommunalités XXL », Université d'Angers, 15-16 mars 2017.
73. « Les évolutions de la compétence tourisme : Impacts et enjeux liés aux finances locales », Colloque CREAM/KPMG Secteur public sur « Les évolutions de la compétence tourisme : cadres de mise en œuvre et enjeux stratégiques pour les territoriales », Université de Montpellier, 27 janvier 2017.
74. « Les interactions entre la recomposition territoriale et l'évolution des finances locales », Colloque GRALE-CNRS, AdCF, OMIJ sur « la recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles », Université de Limoges, 4-5 décembre 2015.
75. « La transparence et la responsabilité financières », Journée d'études « la réforme territoriale : pour quoi faire ? », École de droit de l'Université d'Auvergne, Clermont-Ferrand, 23/11/2015.
76. « Les EPCI, fossoyeurs des communes? », *Colloque Les collectivités territoriales en neuf questions*, Université de Picardie, Amiens, 3 octobre 2013.
77. « Les enjeux financiers de l'intercommunalité », Séminaire sur l'intercommunalité en mouvements, Université Toulouse II, 1^{er} juin 2012.
78. « La reconnaissance ambivalente de la laïcité par l'Union européenne », *Séminaire sur la laïcité en Europe*, Université Toulouse I Capitole, Montauban, 25 avril 2012.
79. « Le bloc communal : pivot fragile de la proximité et de l'autonomie financière », *Colloque CRPLC- GRALE (Centre de Recherche sur les Pouvoirs Locaux dans la Caraïbe) sur la Décentralisation de proximité : la territorialisation de l'action*, Université des Antilles, Pointe-à-Pitre, 15-16 décembre 2011.
80. « La réorganisation territoriale par la recentralisation financière », *8^e Congrès français de droit constitutionnel*, Faculté de droit de Nancy, 16-18 juin 2011.
81. « L'État et la réforme financière des collectivités territoriales : l'autonomie financière dans tous ses états »*, *Colloque GRALE-CERDHAP (Centre d'Études et de Recherche sur le Droit, l'Histoire et l'Administration Publiques) intitulé De la réforme territoriale à la réforme de l'État*, Université de Grenoble, 18-19 novembre 2010.
82. « Du pouvoir de mourir au devoir de vivre en Europe », *Colloque OMIJ (Observatoire sur les Mutations Institutionnelles et Juridiques) sur les nouvelles technologies et le droit de la CEDH*, Université de Limoges, 20-23 avril 2010.
83. « Le développement du contrôle interne de gestion et de la démarche locale de performance rend-il inutiles certains contrôles de l'État ? » avec David CARASSUS, *Colloque DCS sur la performance des contrôles de l'État sur les collectivités locales*, Université de Nantes, 25-26 juin 2009.
84. « Les spécificités du modèle nordique de gestion de la performance publique locale », avec Christophe FAVOREU, *V^e Workshop Ville Management sur une analyse comparative des démarches de performance publique locale à l'échelle internationale*, organisé avec le soutien du Conseil de l'Europe, Université de Pau et des pays de l'Adour, 9-11 juin 2009.
85. « Les spécificités du modèle anglo-saxon de gestion de la performance publique locale » avec Marcel GUENOUN, *V^e Workshop Ville Management sur une analyse comparative des démarches de*

performance publique locale à l'échelle internationale, Université de Pau et des pays de l'Adour, 9-11 juin 2009.

86. « Le paradoxe de la réforme du cumul des mandats ou des fonctions : Réforme du cumul ou cumul des réformes », *Colloque CERCP (Centre d'Études et de Recherches Constitutionnelles et Politiques) sur le rapport Balladur*, Université Toulouse I Capitole, 5 mai 2008.
87. « Les incidences des principes lolfiens sur les collectivités territoriales », *III^e Workshop Ville Management*, Université de Pau et des pays de l'Adour, 28 juin 2007.
88. « Le pouvoir fiscal local, objet nouveau du droit constitutionnel », *Colloque CERCP sur les nouveaux objets du droit constitutionnel*, Université Toulouse I Capitole, 29 avril 2004.
89. « Les moyens de la controverse constitutionnelle », *V^e Congrès de l'Association française des constitutionnalistes*, publication numérique des actes, Université Toulouse I Capitole, 6-8 juin 2002.
90. « La dépenalisation des fautes non intentionnelles des élus locaux », *Journée d'études CERCP sur la décentralisation*, Université Toulouse I Capitole, 26-27 avril 2001.
91. « Réflexions sur la réforme du cumul des mandats : un second souffle pour la V^e République », *Colloque CERCP sur les 40 ans de la Constitution*, Université Toulouse I Capitole, 5 novembre 1998.

- 4 communications dans des congrès organisés par l'AMF, l'INET et le CNFPT :

92. « L'autonomie financière locale dans les 40^{èmes} rugissants », Congrès des maires de l'Ariège, Foix, 15 octobre 2022.
93. « Loi 3Ds : dernier round technique ou jalon vers une nouvelle étape de décentralisation », Webinaire de la Gazette des communes, 15/02/2022
94. « La péréquation en France et en Europe », *Entretiens territoriaux de Strasbourg*, Institut national des Études territoriales/Centre national de la fonction publique territoriale, Strasbourg, 7 et 8 décembre 2011.
95. « Mécanismes de péréquation en Allemagne et en Espagne », *Entretiens territoriaux de Strasbourg*, Institut national des Études territoriales/Centre national de la fonction publique territoriale, Strasbourg, 3 et 4 décembre 2008.
96. « Les relations financières État - collectivités locales en Europe », *Entretiens territoriaux de* Institut national des Études territoriales/Centre national de la fonction publique territoriale, Strasbourg, 5 et 6 décembre 2007.

- 10 interviews publiés sur support papier et/ou numérique :

97. Interview par Yannick Campo, « Il faut intégrer davantage les spécificités locales », *Le Petit Bastiais*, 25-31/05/2020, p. 3 et 11
98. Interview par Coralie Donas, « Contrat de finances », *La lettre du cadre territorial*, 27/03/2020
99. Tribune « Jusqu'où pousser la différenciation territoriale ? », *Acteurs publics*, 4/12/2019
100. Interview par Lucie ALEXANDRE, "Charte européenne de l'autonomie locale : les jacobins font de la résistance", *Gazette des communes*, 5/04/2019 et sur
101. Interview par Bastien SCORDIA, « Ce couple régions/intercommunalités qui doit faire ses preuves », *Acteurs publics*, 4/10/2018,
102. Interview par Félicité de MAUPEOU, « Le département en sursis », *L'abécédaire des institutions*, Hors-série : Réforme territoriale. La France XXL, juillet-août 2016, p. 20
103. Interview par Pierre CHEMINADE, « Encadrement de la dépense des collectivités : l'exception française ! », *La Gazette des communes*, 11/04/2016,
104. Interview par Pablo AIQUEL, "Intercos XXL : les nouveaux périmètres, à quel prix ?", *Courrier des Maires*, janvier 2016.
105. Interview par Camille PONS, « Réforme territoriale : un surcoût lié à des structures créées pour assurer de la cohérence », *Touteduc*, 10/08/2015.
106. Interview par Sandrine TROUVELOT, « Millefeuille territorial, c'est encore pire qu'on ne l'imagine », *Magazine Capital*, juin 2014, n°273, p. 90-92.

- 3 invitations à des émissions de télévision et de radio :

106. Émission de télévision sur l'intercommunalité : « Invitée de Grand Paris, face à Jérôme Guedj, avec Caroline Brun », BFM BUSINESS, 24 mai 2014
107. Émission de radio sur la réforme territoriale : « Le journal de 8h », FRANCE CULTURE, 12 mai 2014
108. Émission de télévision sur la parité, « Les droits des femmes », TLT Télé Toulouse, 5 mars 2002

III – Responsabilités scientifiques :

*** Activités internationales :**

- Intervention devant une délégation camerounaise sur « la décentralisation et la déconcentration en France avec un focus sur les régions », Projet d'appui à l'accélération de la décentralisation au Cameroun, Institut national du service public, Paris, 27 février 2023 (3h00).
- Intervention devant une délégation camerounaise sur « la gestion du budget dans les services déconcentrés de l'État français », Projet d'appui à l'accélération de la décentralisation au Cameroun, Institut national du service public (anciennement ENA), Paris, 16 mars 2022 (2h30).
- Conférence sur « les finances et la fiscalité locale en France et au Maroc », 3^e session de la coopération entre la France et le Maroc, École Nationale d'Administration (ENA), Paris, 20 octobre 2014 (3 heures).
- Séminaire sur « la fiscalité locale en France et au Niger », Coopération entre l'Université de Pau et des pays de l'Adour et l'Université de Niamey, Master 2 Collectivités locales, Université de Niamey, Niger, 2007 (20 h).
- Cours numérique de contentieux fiscal (Création et actualisation bi-annuelle), Master 1 droit, Université Numérique Juridique Francophone (UNJF), 2002-2020.

*** Direction d'une équipe de recherche au sein d'un Groupement d'intérêt scientifique :**

- Responsable de la commission thématique « Aménagement du territoire et mobilité » du GRALE rattaché à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne (depuis 2019).
- Responsable de la commission thématique « Organisations territoriales » du GIS GRALE-CNRS rattaché à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne (2013-2019).

*** Organisation de 3 colloques dont l'un international :**

- Co-organisation du colloque sur « les alliances territoriales », 16 et 17 février 2023 à Juillan (65) au siège du Conseil communautaire de l'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées avec discours de clôture de Madame Dominique FAURE, Ministre déléguée à la cohésion des territoires et publication des actes à la Revue Pouvoirs locaux en mai 2023.
- Organisation du colloque « Recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles », 4-5 décembre 2015, Université de Limoges avec publication des actes par l'Harmattan en 2016 sous ma responsabilité scientifique.
- Co-organisation du colloque international intitulé « Regards croisés sur les mutations de l'intercommunalité », 30-31 mai 2013, Université de Nancy avec publication des actes par l'Harmattan en 2014 sous ma responsabilité scientifique.

*** Membre de 6 comités scientifiques de colloques :**

- Colloque international « Décentralisation et territoire(s) », organisé à l'Université de Tours les 30, 31 mars et 1^{er} avril 2023 par le professeur Christian Garbar.
- Colloque sur la nouvelle régionalisation, organisé les 4 et 5 octobre 2017 à l'Université des Antilles, par Pierre-Yves Chicot avec un partenariat entre la Région Guadeloupe, l'Université des Antilles et le GRALE.

- Colloque sur « Quelle gouvernance pour les intercommunalités XXL », organisé les 15 et 16 mars 2017 à la Faculté de droit d'Angers par Martine Long avec un partenariat entre le GRALE, l'ADCF, le CNFPT et l'INET.
- Colloque sur « la recomposition territoriale : la décentralisation entre enjeux et obstacles », organisé les 4 et 5 décembre 2015 à l'Université de Limoges avec un partenariat GRALE-CNRS, AdCF et OMIJ
- Colloque international « Regards croisés sur les mutations de l'intercommunalité », co-organisé les 30 et 31 mai 2013 à la Faculté de droit de Nancy avec Nadine Dantonel-Cor en partenariat avec le GRALE, l'AdCF et l'IRÉNÉE
- Colloque sur les « enjeux et conditions de l'application des principes de la LOLF aux collectivités territoriales », organisé le 28 juin 2007 à l'Université de Pau et des pays de l'Adour par David Carassus avec un partenariat entre le GRALE, l'IAE de Pau et le CNFPT.

*** Présidence d'une table ronde dans des colloques dont un international :**

- Présidence de la table ronde sur « les variations sur la cohésion des territoires », Colloque sur la cohésion des territoires, Faculté de droit de Douai, 15 avril 2021.
- Présidence de la table ronde consacrée à « la planification territoriale : l'articulation entre l'action régionale et l'action intercommunale », Colloque sur la nouvelle régionalisation, Université des Antilles et le GRALE, 4-5 octobre 2017.
- Présidence avec le professeur Jean-Marie Pontier de la table ronde consacrée à « la démocratisation et la gouvernance des intercommunalités », Colloque international « Regards croisés sur les mutations de l'intercommunalité », Université de Lorraine, Nancy, 30-31 mai 2013.

*** Responsabilités et activités éditoriales :**

- Responsable de la rubrique « Fiscalité et finances », in BLANC (D.), (dir.), Chronique annuelle de « Politiques publiques internes de l'Union », *Revue du droit de l'Union européenne*, 2019-2022.
- Évaluatrice d'un tapuscrit pour la revue canadienne *Études Internationales* en 2009.
- Rédaction de 15 comptes rendus d'ouvrages publiés par la revue canadienne *Études internationales* entre 2001 et 2005.

*** Réseaux de recherche :**

- Vice-présidente du conseil scientifique du GRALE, rattaché à l'Université Paris I (2015-2022) ;
- Membre de l'Observatoire sur les mutations juridiques et institutionnelles OMIJ - EA 3177), Université de Limoges (depuis 2002).
- Expert scientifique pour EUROPA (Entretiens universitaires réguliers sur l'Administration en Europe), ONG disposant du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe (2002 à 2011).

IV – Responsabilités collectives :

*** Responsabilités institutionnelles :**

- Membre titulaire élue du Conseil national des universités Section 02 (2011 à 2015).
- Présidente suppléante du jury de délibération, L1 Droit, Université de Limoges (depuis 2013).

*** Expertises en vue de réformes législatives :**

- Audition par la Cour des comptes sur le « bilan et perspectives en demi-teinte pour les intercommunalités XXL au prisme de la loi NOTré », 12 février 2021.
- Audition par la Délégation aux collectivités territoriales de l'Assemblée nationale sur le futur projet de loi 3 D : Décentralisation, différenciation, déconcentration, Paris, 11/12/2019.
- Audition par le Conseil économique, social et environnemental régional Auvergne-Rhône-Alpes sur les relations financières et les contractualisations entre l'État et les régions, Lyon, 1/04/2019.

- Audition par la commission d'enquête de l'Assemblée nationale consacrée aux conséquences de la baisse des dotations de l'État sur l'investissement et les services de proximité, Paris, 4/11/2015.
- Audition par la commission des lois du Sénat sur l'approche comparée des organisations territoriales dans les 28 pays de l'Union européenne dans le cadre du projet de loi sur la nouvelle organisation territoriale de la République, Paris, 27/11/2014.

*** Expertises pour des établissements d'enseignement supérieur :**

- Évaluation d'une demande convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE) pour l'Association Nationale Recherche Technologie, 2021.
- Évaluation d'un projet IDEX Attractivité lancé par l'Agence nationale de la recherche (ANR), 2018.

*** Responsabilités pédagogiques :**

- Directrice des études 2ème année de la Licence en Droit, Campus universitaire de Brive-la-Gaillarde (2020-2021).
- Directrice des études 1ère année de la Licence en Droit, Campus universitaire de Brive-la-Gaillarde (2013-2021) :
- Directrice d'équipes pédagogiques, L1 Droit (depuis 2002) et L3 Droit (depuis 2005), Université de Limoges.

*** Participation à 5 comités de sélection pour le recrutement d'un Maître de conférences (Universités de Poitiers en 2018 et des Antilles en 2012, 2013, 2015 et 2017).**

*** Participation en qualité de rapporteur dans 9 jurys de thèse de doctorat de droit public :**

- Alsény TRAORÉ, *La lutte contre la corruption et les droits de l'homme : approche comparative des cas guinéen, français et camerounais*, Université Côte d'Azur, 27/06/2023 ;
- Manès LOUIS JEUNE, *La paradiplomatie dans le droit de l'action publique internationale des collectivités infra-étatiques : exemple de la Caraïbe*, Université des Antilles, 4/07/2017 ;
- Mounia SLIGHOUA, *Les droits des femmes dans les pays du printemps arabe : Maroc, Tunisie, Égypte*, présidente du jury, Université de Toulouse I Capitole, 12/07/2016 ;
- Khanuengnit SAE-HENG, *L'évolution du régime parlementaire en Thaïlande*, Université de Toulouse I Capitole, 20/01/2016 ;
- Sylvain-Ulrich OBAME, *La décentralisation au Gabon*, Université de Grenoble, 8/01/2016 ;
- Lionel PASCAL, *La privatisation des missions douanières en République Centrafricaine*, Université Bordeaux IV, 10/07/2014 ;
- Boureïma SAVADOGO, *Le traitement fiscal des revenus étrangers en droit français et belge*, Université Bordeaux IV, 21/12/2012 ;
- Chantal NGO TONG, *La coopération décentralisée*, Université de Nantes, 26/06/2012 ;
- Worapol CHIMPETCH, *Les mesures juridiques d'encouragement des investissements étrangers en Thaïlande*, Université Toulouse I Capitole 08/07/2010.

*** Direction de 6 mémoires et membre du jury de soutenance de mémoires de Master II Administration des collectivités locales, Université de Pau et des pays de l'Adour (2005 à 2010) :**

- Cécile DUPOUY, « L'opportunité pour une communauté de communes d'opter pour la taxe professionnelle unique », 2009 ;
- Marlène BASSE, « L'application de la LOLF dans le 35^{ème} régiment RAP », 2009 ;
- Aurélie LACFOURNIER, « Les difficultés de financement du développement durable des vallées béarnaises par l'institution patrimoniale du Haut-Béarn », 2007 ;
- Pierre LAVIGNE, « La gestion du patrimoine des collectivités locales : une évolution dictée par des obligations juridiques ou motivée par des nécessités pratiques », 2007 ;
- Aude ESCALE, « L'impact du passage en taxe professionnelle unique pour la commune de Lons », 2006 ;
- Arnaud LAGRENE, « La politique du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques en matière de spectacles vivants », 2005.

*** Participation à un jury d'attribution de prix de thèse :**

- Membre du jury d'attribution des prix de thèse du GIS GRALE-Nantes Métropole et du CNFPT, Université Paris I (2014, 2019, 2020, 2021 et 2022).

V – Activités pédagogiques :

Enseignements au sein de l'université de rattachement

FORMATION ET LIEU	NIVEAU	MATIÈRE	NATURE	EFFECTIFS	PÉRIODE ET VOLUME ANNUEL
Formation initiale présentielle à l'Université de Limoges	M2 Gestion patrimoniale des conflits familiaux	Fiscalité des particuliers et traitement des ruptures	Séminaire	20 ~	2012 à 2014 (17h)
	L3 Droit	Libertés publiques Droits fondamentaux*	CM avec TD	45 ~	2005-2024 (24h)
	L2 Droit	Droit budgétaire	CM	90 ~	2012 à 2024 (24h)
	L2 Droit	Institutions administratives	CM	90 ~	2012-2024 (24h)
	L1 Droit	Droit constitutionnel (Théorie générale)*	CM avec TD	120 ~	2002-2024 (36h)
	L1 Droit	Droit constitutionnel (Vème République)*	CM avec TD	120 ~	2002-2024 (36h)
	L2 AES	Droit fiscal	CM	90 ~	2002 à 2004 (24h)
	DEUST I	Droit budgétaire	CM	25 ~	2002 à 2004 (36h)

Enseignements au sein d'autres établissements universitaires ou d'organismes de formation

FORMATION	LIEU	NIVEAU	MATIÈRE	NATURE	EFFECTIFS	PÉRIODE ET VOLUME
Formation initiale présentielle	INSP	Délégation camerounaise	La décentralisation en France	Séminaire	20 ~	(3h00) le 27/02/2024
	INSP	Délégation camerounaise	La déconcentration en France	Séminaire	20 ~	(2h30) le 16/03/2022
	Université de Pau et des pays de l'Adour	M2 Administration des collectivités territoriales	Droit budgétaire et fiscalité des collectivités territoriales	Séminaire	20 ~	2004 à 2009 (30h)
	IAE de Pau	M2 Management des collectivités territoriales	LOLF et collectivités territoriales	Séminaire	15 ~	2004 à 2006 (20h)
	Université de Pau et des pays de l'Adour	M1 Droit public général	Finances publiques de l'Union européenne	Cours magistral (CM)	20 ~	2004 à 2006 (20h)
	IAE Pau	M1 Management des collectivités locales	Fiscalité locale	Séminaire avec TD	15 ~	2007 à 2012 (28h)
	IAE Pau	M1 Management des collectivités locales	Autonomie locale en Aquitaine	Projet tutoré	15 ~	2010 à 2011 (12h)
	IEP Toulouse	2 ^{ème} année	Autonomie locale en Midi-Pyrénées	Projet tutoré	40 ~	2010 à 2011 (60h)

	Université Toulouse I	L2 Droit	Droit budgétaire	TD	25 ~	2001 à 2002 (15h)
	Université Toulouse I	L1 Droit	Droit constitutionnel	TD	35 ~	1996 à 2002 (45h)
Formation continue en distanciel	Gazette des communes	Élus locaux et fonctionnaires territoriaux	Loi 3Ds	Webinaire Formations gratuites	300 ~	15/02/2022
Formation continue présentielle	CNFPT	Directeurs généraux des services	Apports de la loi NOTRe	Conférence débat	50 ~	23/11/2015 (3h)
	IEP Toulouse	Préparation à l'ENA Concours interne et 3 ^e concours	Droit public général	Élaboration des sujets et correction	30 ~	2010 à 2011 (12h)
	CRFPA Pau	Étudiants avocats	Finances publiques	Actualisation	15 ~	2004 à 2009 (10h)
	Université de Pau	Attachés et rédacteurs territoriaux	Introduction à la fiscalité locale	Initiation	20 ~	2006 à 2007 (12h)